

LE REGARD

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

Contact : +234 821366666/822950000 Site: www.leregard.info Prix Kinshasa: 2500Fc
N° RCCM : CD/KNG/RCCM/20-B-01232 ID.NAT : 01-83-N61739N N°D'IMPÔT : A2034863S



OFFENSIVE CONSTITUTIONNELLE

L'Union sacrée veut retirer à Kabila son statut de sénateur à vie ^{P2}



Guy Loando bat le rappel des troupes autour de Tshisekedi ^{P5}



Marley Vuvu interpellé au péage de Kenge ^{P3}

OFFENSIVE CONSTITUTIONNELLE

L'Union sacrée veut retirer à Kabila son statut de sénateur à vie

Offensive constitutionnelle. L'Union sacrée veut utiliser la réforme de la Constitution pour remettre en cause le statut de sénateur à vie de Kabila. La confrontation entre le pouvoir de Félix-Antoine Tshisekedi et son prédécesseur Joseph Kabila franchit un nouveau palier. Avec son appel à une «mobilisation générale» contre le Front pour la refondation de la nation -FRN- et le plaidoyer pour le retrait de statut de sénateur à vie de Kabila, l'Union sacrée de la nation -USN- ne se contente plus de dénoncer les positions politiques de l'ancien Chef de l'État. Elle cherche à organiser une riposte politique sur l'ensemble du territoire national et au sein de la diaspora. Dans une circulaire datée du 16 octobre 2026, André Mbata, secrétaire permanent et porte-parole de la plateforme présidentielle, exhorte les partis membres, les gouverneurs et les présidents des conseils provinciaux à organiser, avant la fin du mois, des manifestations pacifiques et des déclarations publiques. Joseph Kabila, qui a pris la direction du FRN le 12 octobre à Goma, est désigné par la majorité comme le «porte-étendard» de l'agression rwandaise. Une accusation lourde de conséquences dans un pays confronté à la guerre dans sa partie orientale. Mais au-delà de la virulence des mots, cette mobilisation traduit surtout la volonté du camp présidentiel de ne pas laisser l'ancien président occuper seul l'espace politique avec son nouveau mouvement politico-militaire. La question est désormais de savoir si cette démonstration de force permettra de consolider la position du pouvoir de Kinshasa ou si elle contribuera à durcir davantage une confrontation déjà profondément enracinée. L'autre volet de l'offensive de l'Union sacrée se joue sur

le terrain constitutionnel. André Mbata plaide pour une réforme visant à retirer la qualité de sénateur à vie aux anciens présidents définitivement condamnés par la justice ou ayant pris les armes contre leur pays. Derrière cette proposition formulée au nom de la responsabilité nationale se dessine une conséquence politique évidente: celle de remettre en cause le statut dont bénéficie Joseph Kabila en tant qu'ancien Chef de l'État. Le débat dépasse donc la seule question du privilège institutionnel. Il touche aux conditions dans lesquelles un ancien président peut conserver une place dans les institutions après avoir quitté le pouvoir, mais aussi aux limites que la République entend fixer à l'exercice de l'opposition lorsque des accusations liées à la sécurité nationale sont en jeu. Reste que toute modification de la Constitution devra respecter les procédures prévues par la Loi fondamentale et ne saurait se substituer à l'établissement des responsabilités par la justice. Dans ce bras de fer, l'Union sacrée joue simultanément sur deux tableaux: la mobilisation populaire pour délégitimer politiquement le FRN et la réforme constitutionnelle pour redéfinir les droits attachés au statut d'ancien président. Une stratégie qui pose une question essentielle: s'agit-il uniquement de défendre la souveraineté nationale face à une menace sécuritaire, ou assiste-t-on également à une bataille pour réduire l'espace politique de Joseph Kabila? La réponse pèsera sur le débat national, sur les perspectives du dialogue politique et sur la capacité des institutions à traiter cette crise sans aggraver les fractures du pays.

René Kanzuku



Marley Vuvu interpellé au péage de Kenge

L'opposant politique a été appréhendé dimanche 18 octobre alors qu'il regagnait Kinshasa, après un séjour à Matadi marqué par l'annulation d'une activité politique de son mouvement. Les raisons de cette interpellation restent inconnues. L'opposant politique Marley Vuvu a été interpellé ce dimanche 18 octobre au péage de Kenge, dans le territoire de Songololo, au Kongo Central, alors qu'il faisait route vers Kinshasa.

Selon plusieurs sources médiatiques locales, l'activiste aurait été intercepté sur la route nationale numéro 1, avant d'être pris en charge par les services de sécurité. D'après les mêmes sources, il aurait ensuite été conduit à Matadi et serait détenu dans les locaux de l'Agence nationale de renseignements -ANR-. Aucune communication officielle n'a toutefois confirmé formellement son lieu de détention ni les motifs de cette mesure.

Cette interpellation intervient après un séjour de plusieurs jours de Marley Vuvu à Matadi, où il entendait mener des activités politiques dans le cadre de son mouvement, le Mouvement des révolutionnaires congolais -MRC-. Une matinée politique programmée samedi dans le chef-lieu du Kongo Central n'a finalement pas eu lieu. L'opposant avait affirmé que les autorités urbaines ne lui avaient pas accordé l'autorisation nécessaire.

Son programme prévoyait également des activités à Boma et à Moanda. Après l'annulation de la rencontre de Matadi, il avait décidé de regagner Kinshasa. À ce stade, aucun élément officiel ne permet cependant d'établir un lien direct entre cet épisode et son interpellation. Les circonstances précises de son arrestation ainsi que les éventuelles suites de cette affaire restent donc à éclaircir.

HK



Marthe Kasalu Tshisekedi, une vie de résistance racontée dans un livre

Le couple présidentiel a pris part, samedi 17 octobre à Kinshasa, au vernissage de l'ouvrage «Maman Marthe Kasalu Tshisekedi, une vie dans l'ombre de la résistance», du professeur Pierre Albert Ngueliele. Ce livre rend hommage au parcours d'une femme dont la vie a été étroitement liée au combat politique de son époux, Étienne Tshisekedi wa Mulumba.

La mémoire de Marthe Kasalu Tshisekedi a été mise à l'honneur samedi 17 octobre 2026 à Kinshasa, à l'occasion du vernissage du livre Maman Marthe Kasalu Tshisekedi, une vie dans l'ombre de la résistance. La cérémonie s'est déroulée en présence du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et de la Première dame, Denise Nyakeru Tshisekedi, ainsi que de plusieurs personnalités politiques, diplomatiques et académiques. À travers cet ouvrage, le professeur Pierre Albert Ngueliele entend mettre en lumière le parcours d'une femme qui a accompagné, dans la discrétion et les épreuves, le long combat de son époux, Étienne Tshisekedi wa Mulumba, figure historique de l'opposition congolaise. Pour l'auteur, Marthe Kasalu incarne notamment la fidélité, la dignité, la patience et la foi, des valeurs qui l'ont aidée à traverser les périodes difficiles de la lutte pour la démocratie et l'État de droit en République démocratique du Congo.

Préfacé par le professeur Bruno Miteo, chef de la Maison civile du chef de l'État, l'ouvrage propose également une lecture familiale et sociale du combat démocratique en RDC. Selon le préfacier, cette lutte ne saurait être réduite aux seuls acteurs politiques, dans la mesure où leurs familles ont également supporté le poids des sacrifices et des épreuves. Prenant la parole au cours de la cérémonie, Pierre Albert Ngueliele a plaidé pour que le nom d'Étienne Tshisekedi soit reconnu comme un patrimoine national, au regard de son engagement politique. De son côté, Jean-Claude Tshisekedi, intervenant au nom de la famille, a exprimé sa reconnaissance envers l'auteur pour cet hommage rendu à leur mère. Au-delà de la célébration d'une figure familiale, ce livre pose ainsi la question de la place des femmes et des familles dans l'histoire politique congolaise, tout en appelant à la préservation de la mémoire des luttes pour la démocratie, la justice et les libertés publiques. Les recettes issues de la vente de l'ouvrage doivent être reversées à l'Association Femme et Promotion -AFE-PRO-, pour soutenir ses œuvres caritatives.

AK



AREP: Guy Loando bat le rappel des troupes autour de Félix Tshisekedi

La consolidation de l'organisation interne et la mobilisation des responsables politiques étaient au centre d'une rencontre entre le ministre d'État Guy Loando Mboyo et les cadres de son parti, Agissons pour la République -AREP- à Kinshasa.

Cette réunion, organisée au chapiteau du Palais du Peuple, a rassemblé des représentants des huit fédérations d'AREP dans la capitale congolaise, notamment celles de Lukunga, de la Funa, de Mont-Amba et de la Tshangu.

En sa qualité d'Autorité de référence de cette formation politique, Me Guy Loando a pris part à ces échanges consacrés à la dynamique du parti et à la cohésion entre ses différentes structures. La rencontre a également été marquée par la réaffirmation de l'attachement des participants à Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République.

Cette démarche intervient dans un contexte où les formations politiques de l'Union Sacrée de la nation cherchent à maintenir la mobilisation de leurs structures et à renforcer leur cohésion autour du Chef de l'État.

Hervie Kiala



Le Président Tshisekedi assiste à la dédicace du nouveau temple du pasteur Kamuleta

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a participé, dimanche 18 octobre 2026, à la cérémonie de dédicace du nouveau temple de l'Église Cité missionnaire Hosanna, située sur l'avenue Saïo, dans la commune de Kasa-Vubu, à Kinshasa. Dirigée par le révérend pasteur Dieudonné Kamuleta, également président de la Cour constitutionnelle, cette célébration marque une étape importante dans l'histoire de cette communauté chrétienne, avec l'inauguration de son nouveau lieu de culte. La cérémonie a rassemblé de nombreux fidèles ainsi que des délégations venues de plusieurs provinces de la République démocratique du Congo et de l'étranger. Pour le révérend pasteur Dieudonné Kamuleta, la réalisation de cet édifice représente l'aboutissement d'un projet qu'il rattache à une promesse divine reçue il y a une trentaine d'années. La célébration s'est clôturée par une visite du nouveau temple par le Chef de l'État, venu assister à cet événement marquant pour la communauté de l'Église Cité missionnaire Hosanna.

Schilo T.



Kiliba: 30 ans après le massacre de plus de 141 civils, le souvenir reste vivace



Le 18 octobre 1996 reste une date sombre dans l'histoire de Kiliba, au Sud-Kivu. Ce jour-là, plus de 141 personnes auraient été tuées par des éléments de l'AFDL/APR, lors de la première guerre du Congo, également appelée guerre de libération de 1996-1997, à l'époque du Zaïre. Située à envi-

ron 13 kilomètres au nord du territoire d'Uvira, la cité a été le théâtre de violences meurtrières ayant coûté la

vie à de nombreux civils, qui n'avaient pas eu le temps de fuir après le départ des gendarmes présents dans la localité. Avant de quitter Kiliba, les militaires de l'AFDL/APR auraient également procédé au pillage de la cité.

Selon les informations rapportées, la Croix-Rouge avait identifié 141 victimes, dont 15 ont été enterrées à Uvira, tandis que les autres ont été inhumées dans différents endroits de Kiliba.

Cette même journée du 18 octobre 1996, le territoire d'Uvira a connu d'autres tueries.

Au moins 51 civils auraient été tués dans le village de Bwegera, situé dans le groupement de Kabamba, au sein de la chefferie des Bafuliru, dans la plaine de la Ruzizi. Trente ans après ces événements tragiques, la date du 18 octobre demeure profondément ancrée

dans la mémoire collective des populations concernées. Elle rappelle le lourd tribut payé par les civils durant cette période de conflit et la nécessité de préserver le souvenir des victimes.

Anicet Cito

www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -

RDC

DIRECTION BRASIL 2027

**TOUT DROIT TIII
NA MONDIAL...**

POUR UN CONGO ENVOIR

FEDERATION CONGOLAISE DE BASKETBALL SUR FAUTEUIL

ALLONS SEULEMENT

IWBF WORLD CUP 2027
BRASIL / SAO PAULO

Journée internationale des femmes rurales au Nord-Kivu: des femmes peinent encore à accéder à leurs champs



C'est sous le thème « autonomiser les agricultrices : faire progresser des politiques et des investissements inclusifs pour des systèmes agroalimentaires résilients », que les femmes rurales ont commémoré la journée internationale leur dédiée.

Dans un contexte un peu particulier, les femmes rurales du Nord-Kivu

sont restées résilientes bien qu'elles rencontrent encore plusieurs défis en cette période de guerre en province.

Il s'agit donc de l'accès difficile à leurs champs et la carence de la semence de qualité, ça qui rend difficile leurs activités champêtres.

Ce vendredi 16 octobre, des femmes

rurales de Masisi, Nyiragongo et des autres coins de la province, ont procédé à l'exposition de certains de leurs produits champêtres à Goma, à l'occasion de la commémoration de la journée internationale des femmes rurales.

Madame Yvonne Kutaka, coordinatrice de l'activité est revenue sur la situation actuelle de la femme rurale,

évoquant ainsi l'accès difficile au champ et le manque de semences de qualité.

Ce moment a contribué à mettre en valeur les compétences de la femme rurale qui, contre vents et marées, tient le coup et fournit des efforts pour subvenir aux besoins familiaux.

Anicet Cito

Jambo

MEGA RANDONNÉE
TOURISTIQUE

SCANNENET

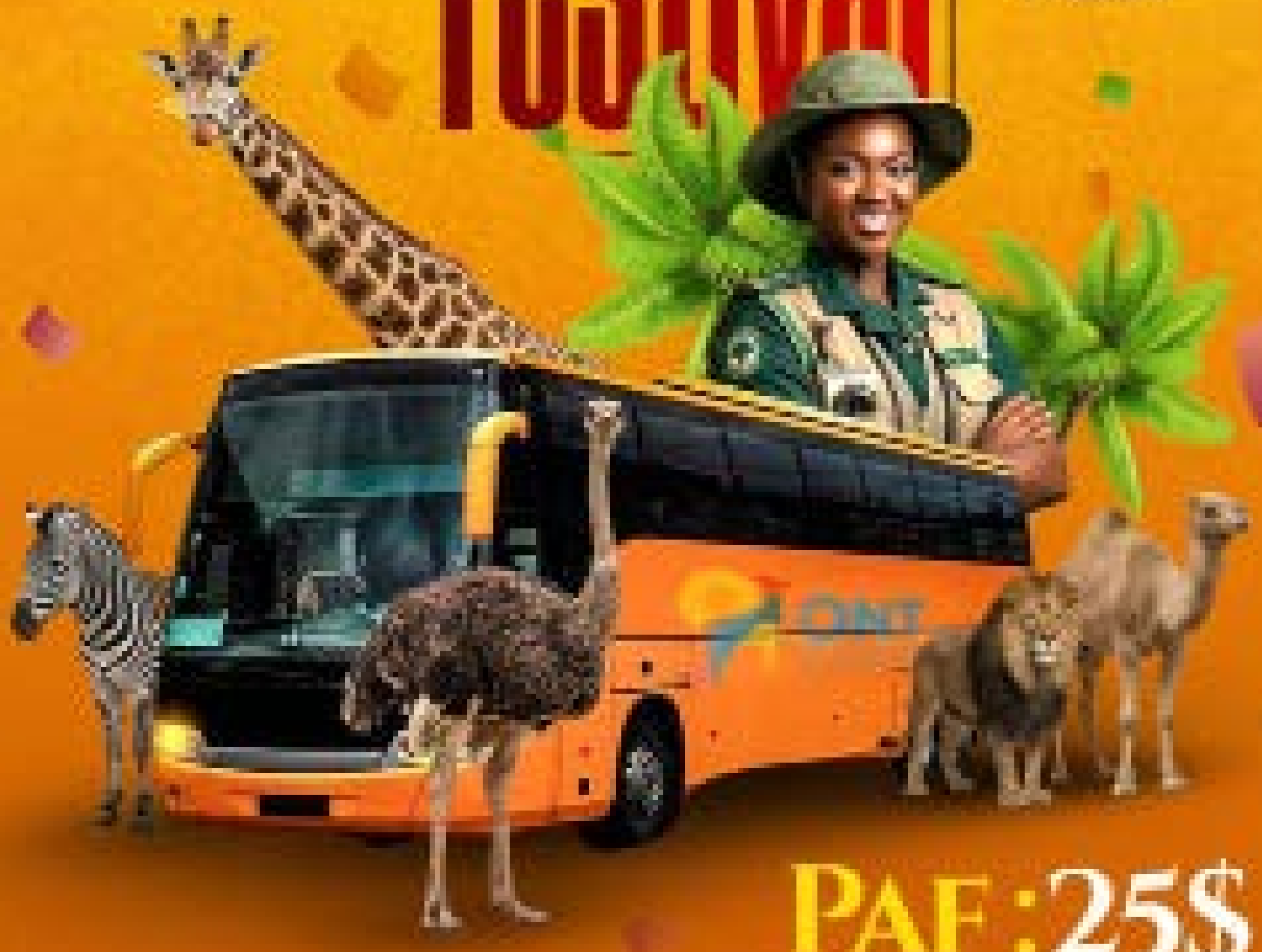


**JAMBO
Festival**

POUR VOUS

CE QUI EST INCLUS :

- TRANSPORT
- ALLER-RETOUR
- VISITE ANIMAUX
- SAFARI
- RAFFRAICHISSEMENTS
- PHOTOS ET VIDEOS
- GUIDE TOURISTIQUE ET ACCUEIL



PAF : 25\$

SITE : AMANI ECO-PARK (MITENDI) À 07H00

SAM. 24
OCTOBRE 2020

07H00

LIEUX D'EMBARQUEMENT :

- URM : ARRET KINGU
- CITE VERTE : TRIANGLE JOUJANGIERIE
- MONGAFILA : ARRET GRAND HOTEL

CONTACT : +243 832 428 552 / +243 832 406 333



Ituri: Justin Gudza Kiza dément les informations faisant état d'un massacre de passagers sur l'axe Mungwalu-Kobu



Sa Majesté Justin Gudza Kiza, chef du secteur de Walendu Djatsi, dans le territoire de Djugu, en province de l'Ituri, a démenti les informations faisant état de l'assassinat de plusieurs passagers par des éléments de la milice CODECO sur le tronçon routier Mungwalu-Kobu.

Réagissant à cette alerte, largement préoccupante pour la sécurité des usagers de cet axe, le chef de secteur a qualifié ces informations de « fausses et archifausses », estimant qu'elles visent à semer la confusion au sein de la population.

« Les ennemis de la paix propagent n'importe quoi comme alerte. La personne victime peut s'annoncer

pour nous éclairer en apportant une lumière rassurante », a déclaré Justin Gudza. Cette réaction intervient après la diffusion, le jeudi 15 octobre 2026, d'un message attribué à une personne se présentant sous le pseudonyme « DIEU EST AMOUR », se disant engagée dans la recherche de la paix en Ituri. Le message faisait état de plusieurs passagers qui auraient été tués sur le tronçon Mungwalu-Kobu et dénonçait une prétendue absence d'intervention des autorités sécuritaires.

Dans cette publication, les auteurs appelaient notamment les autorités nationales à diligenter une enquête sur les faits allégués et à prendre des me-

sures face à la situation sécuritaire dans le territoire de Djugu. Toutefois, le chef du secteur de Walendu Djatsi conteste ces informations et appelle à plus de prudence face aux alertes sécuritaires diffusées sans éléments permettant d'en établir la véracité. À ce stade, aucun élément indépendant n'a été fourni pour confirmer les allégations de meurtre ni pour établir formellement les circonstances de cet incident présumé.

Par sa réaction, Justin Gudza entend apporter un démenti à une information susceptible d'alimenter l'inquiétude parmi les habitants et les usagers de cet axe routier. Dans ce contexte sécuritaire

sensible, la vérification des informations auprès des autorités compétentes et des sources présentes sur le terrain demeure essentielle afin d'éviter la propagation de rumeurs et de permettre à la population de disposer d'informations fiables. À travers cette réaction, le chef de secteur met en garde ceux qu'il considère comme des ennemis de la paix, susceptibles, selon lui, de vouloir saboter les efforts déployés par les autorités pour rétablir la sécurité et promouvoir la cohabitation pacifique entre les communautés en Ituri.

Thierry Bahati Rafiki

EDITEUR
DIRECTEUR GÉNÉRAL
René Kanzuku
+243 821366666

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Landry Gombo B.
DIRECTEUR DE RÉDACTION
Schilo Tshitenga
+243 822950000
REDACTEUR EN CHEF
Justice Kangamina M.

RÉDACTION CENTRALE
Blaise Bonduku
Myrthe Ekuba
Auxense Katasa
Prisca Bamenga
Hervie Kiala
Blaise Puala
(en congé)
Christelle Luyindula
(en congé)
Landry Gombo
Loudie Mukumbi
Rabby Lokate
Rhudy Mialoundama
(en congé)
Sarah Gere
Schilo Tshitenga

CORRESPONDANTS
Anicet Cito
(Nord-Kivu)
Isidoros Karderinis
(Athènes Grèce)
Elysée Mutingwa
(USA-Indianapolis)
Joël Konalowo (Tshopo)
Thierry Bahati Rafiki
(Ituri)

TECHNIQUES ET LOGISTIQUES
Alba Ngalula
MARKETING/COMMERCIAL
Prisca Bamenga
DESIGN&LAYOUT
E-Wink
+243 903064750
WEBMASTER
Schilo Citeng
Finances/DigitalCom
Schilo Citeng
ADRESSE
Av. Nkuka N°15
Mont-Ngafula

Macron face à la rue: fermeture contre les casseurs, dialogue avec la jeunesse

Le président français Emmanuel Macron a affiché sa fermeté face aux violences qui ont secoué la France, lors d'une allocution télévisée d'environ dix minutes prononcée dimanche 18 octobre 2026 à 20 heures.

Au lendemain d'une journée marquée par des manifestations et d'importantes dégradations, le Chef de l'État français a dénoncé un «moment d'extrême gravité», exprimant la colère et la honte ressenties face aux événements.

«Rien ne le justifie, rien ne l'explique, rien ne l'excuse», a-t-il martelé, visant notamment la «violence débridée de fac-tieux de la mouvance d'ultra-gauche et de délinquants».

Emmanuel Macron a toutefois tenu à distinguer les auteurs de violences des manifestants qui portent des revendications légitimes, estimant que les actes de vandalisme et les pillages ne sauraient être confon-dus avec l'expression pacifique du mécontentement.

Cette prise de parole prolonge sa réaction du 17 octobre via ses réseaux sociaux, lorsqu'il avait déjà assuré qu'il n'existait «aucune place pour la violence dans notre République», promettant des poursuites et des sanctions contre ceux qui s'en sont pris aux institutions publiques et aux commerces.

Sur le plan sécuritaire, le président français a annoncé un renforcement des mesures destinées à prévenir de nouveaux débordements. Les préfets pourront interdire certains ras-semblements, en concertation avec les maires, tandis que l'exécutif entend faire payer les dégâts aux responsables.

«Ceux qui ont détruit doivent payer, ceux qui ont pillé doivent rembourser», a-t-il insisté, réaffirmant son soutien aux forces de l'ordre, aux élus et aux commerçants touchés.

Au-delà de la réponse sécuritaire, Macron a égale-ment ouvert la voie à une concertation avec les repré-sentants du monde éducatif, les syndicats et les élus, annoncée dès la semaine prochaine, afin de répondre notamment aux inquiétudes exprimées par la jeu-nesse et aux préoccupations liées au pouvoir d'achat.

Le Président français a enfin appelé les partis po-litiques et les corps intermédiaires à condam-ner clairement les violences, rappelant que les re-vendications doivent s'exprimer dans le cadre du débat démocratique plutôt que dans la rue par la force.

«Nous avons besoin d'unité, de calme et de res-pect», a-t-il conclu, dans un contexte où l'autori-té de l'État et la capacité du pouvoir à renouer le dialogue avec les citoyens sont mises à l'épreuve.

LE REGARD

